



CONTRAT DE PARTENARIAT INSTALLATEUR « PARTENAIRE AGIR PLUS D'EDF »

Conditions d'Application de l'offre CHAUFFE-EAU THERMODYNAMIQUE

Pour la promotion des chauffe-eaux thermodynamiques dans le résidentiel et le tertiaire sur le territoire de la Corse à compter du 29 mai 2019



Programme en faveur de la Maîtrise de la Demande d'Energie
pilote par le comité MDE de Corse et financé par l'Etat.

1 CONTEXTE ET OBJET DE L'OFFRE CHAUFFE-EAU THERMODYNAMIQUE

Le caractère électrique insulaire de la Corse, ses contraintes géographiques, les limites de ses infrastructures portuaires et routières, imposent le recours à des solutions technologiques spécifiques, à l'origine de coûts de production d'électricité sensiblement plus élevés qu'en métropole continentale. Pour réduire ces surcoûts de production et les charges de service public de l'énergie (SPE) qui financent la péréquation tarifaire dans ces zones, la loi de finances rectificative pour 2012, en modifiant l'article L. 121-7 du code de l'énergie, a étendu le périmètre des coûts relevant des charges de SPE aux coûts supportés dans les ZNI par EDF du fait de la mise en œuvre d'actions de maîtrise de la demande d'électricité (MDE), dans la limite des surcoûts de production qu'elles permettent d'éviter.

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a recommandé à la Collectivité de Corse de constituer avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), EDF et la Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) un comité territorial consacré à la MDE. Ce Comité MDE a transmis à la CRE un dossier d'analyse des actions de MDE susceptibles d'être déployées dans le territoire. Ce dossier contient pour chaque action les éléments nécessaires à l'évaluation de la prime optimale à verser aux clients pour sa mise en œuvre ainsi que ceux qui justifient que la solution technique envisagée pour l'action de maîtrise de la demande considérée soit parmi les meilleures techniques disponibles au regard à la fois du nombre de kilowattheures évités, du coût par kilowattheure évité et de la durée de l'action envisagée.

Au regard de ce dossier la CRE a adopté un cadre territorial de compensation qui définit les actions retenues et leurs caractéristiques (nature de l'action, primes optimales, clients concernées, niveau de performance, ...). Ce cadre intègre et complète le dispositif des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) pour les actions relevant également de ce dispositif.

L'offre Chauffe-Eau Thermodynamique s'inscrit dans cette démarche. Elle a pour but de favoriser l'installation sur le territoire de la Corse de chauffe-eaux thermodynamiques à accumulation en remplacement de cumulus électriques dans les logements existants et de ce fait contribuer à la réduction de la consommation d'énergie électrique.

L'offre Chauffe-Eau Thermodynamique s'appuie sur les actions du cadre territorial de compensation de Corse suivantes actées par la CRE dans sa délibération du 17 janvier 2019 portant décision relative aux cadres territoriaux de compensation pour les petites actions de MDE en Corse, Guadeloupe, Guyane, Martinique, à Mayotte et à la Réunion :

Actions bâtiments résidentiels :

- Corse / chauffe-eau thermodynamique à accumulation / Particuliers
- Corse / chauffe-eau thermodynamique à accumulation / Particuliers précaires
- Corse / chauffe-eau thermodynamique à accumulation / Bailleurs Sociaux

Les présentes Conditions d'Application ont pour objet de définir les conditions du partenariat entre EDF et l'Entreprise Partenaire Agir Plus d'EDF (ci-après l'« Entreprise ») pour l'offre Chauffe-Eau Thermodynamique.

2 SYNTHESE DE L'OFFRE CHAUFFE-EAU THERMODYNAMIQUE

Terminologie :

- CET : le terme générique pour tout équipement de Chauffe-eau Thermodynamique à accumulation
- Bâtiment existant : tout bâtiment achevé depuis plus de 2 ans. Les parties nouvelles de logements existants sont considérés comme des logements neufs.

Secteurs et travaux concernés :

Critères	Secteur	Bâtiments résidentiels
Type de bâtiments		Maison individuelle ou appartement existant Résidence principale, secondaire ou locative
Travaux concernés		Achat et pose d'un chauffe-eau thermodynamique individuel à accumulation en remplacement d'un cumulus électrique répondant aux critères techniques ci-dessous.

Critères techniques :

Les critères techniques listés ci-dessous ont été définis afin de garantir que l'installation génère une économie d'électricité significative pour le client :

Critères d'éligibilité à respecter	Critères de non-éligibilité
<input type="checkbox"/> Remplacement d'un cumulus électrique	Remplacement d'une chaudière gaz/fioul
<input type="checkbox"/> Chauffe-eau thermodynamique sur air extérieur (split ou monobloc gainé) <i>ou</i> <input type="checkbox"/> Chauffe-eau thermodynamique sur air ambiant (répondre aux 2 conditions) : <input type="checkbox"/> Surface non chauffée de 20m ³ minimum <input type="checkbox"/> Rejet de l'air sur l'extérieur	Chauffe-eau thermodynamique sur air ambiant installé dans un local chauffé ou de moins de 20m ³ Chauffe-eau thermodynamique sur air ambiant sans rejet sur air extérieur Chauffe-eau thermodynamique sur air extrait
<input type="checkbox"/> COP > 2,4 (aux conditions de la norme EN 16147)	COP ≤ 2,4
Dimensionnement : <input type="checkbox"/> Si foyer de moins de 5 personnes ≤ 270 litres <input type="checkbox"/> Si foyer de 5 personnes ou plus ≥ 270 litres	Dimensionnement : Si volume foyer de moins de 5 personnes > 270 litres
<input type="checkbox"/> Marque NF Performance	Non répertorié NF
<input type="checkbox"/> Paramétrage par défaut en mode Eco (100% thermo)	Paramétrage en mode auto ou boost
<input type="checkbox"/> Plage de chauffe : entre 00h00 et 17h00	Plage de chauffe entre 17h et 00h00
<input type="checkbox"/> Distances de l'appareil avec le mur telles que préconisées par le fabricant	Distances avec le mur insuffisantes par rapport aux préconisations du fabricant

Prime économies d'énergie :

Elle est différenciée selon la nature des travaux, du logement et du type d'occupants comme suit :

du 17 janvier 2019 au 31 décembre 2020 :

Types d'occupants et de logements Critères	Particuliers	Particuliers Précaires	Logements sociaux
Chauffe-eau thermodynamique individuel à accumulation	800 €	1800 €	1700 €

du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021

Types d'occupants et de logements Critères	Particuliers	Particuliers Précaires	Logements sociaux
Chauffe-eau thermodynamique individuel à accumulation	800 €	1600 €	1500 €

à partir du 1^{er} janvier 2022

Types d'occupants et de logements Critères	Particuliers	Particuliers Précaires	Logements sociaux
Chauffe-eau thermodynamique individuel à accumulation	800 €	1200 €	1150 €

Mise en œuvre opérationnelle de l'offre Chauffe-eau thermodynamique

La mise en œuvre de l'offre Chauffe-Eau Thermodynamique s'appuie sur les conditions générales du contrat de partenariat Installateur partenaire Agir Plus d'EDF.

Les différents articles de ces dernières sont complétés par les éléments suivants qui précisent et détaillent les critères d'éligibilité de l'offre Chauffe-Eau Thermodynamique.

3 ELEMENTS COMPLEMENTAIRES DES CONDITIONS GENERALES SPECIFIQUES A L'OFFRE CHAUFFE-EAU THERMODYNAMIQUE

3.1 Complément de l'article 3 des CG : compétences métier et assurances professionnelles

L'Entreprise doit, à la date d'engagement de l'opération :

Etre titulaire d'un signe de qualité RGE sur le domaine des chauffe-eaux thermodynamiques et donc à ce titre :

- être titulaire de l'appellation QUALIPAC, QUALICET ou QUALIBAT 5133 « Installation de Chauffe-eau thermodynamique » ;
- ou disposer d'une qualification ou d'une certification professionnelle équivalente dans le domaine des chauffe-eaux thermodynamiques délivrant le label RGE.

L'Entreprise doit également :

- avoir les compétences requises pour réaliser l'installation d'un chauffe-eau thermodynamique à accumulation dans les règles de l'art et de sécurité ;
- reconnaître avoir été avertie des responsabilités professionnelles qui lui incombent (attestation d'assurance Responsabilité civile) ;
- se conformer aux règles et prescriptions attachées aux travaux qu'elle réalise (règles de l'art, règles de sécurité dont notamment « travail en hauteur », DTU, Avis Techniques, préconisations fournisseur d'isolants ...) ;
- être titulaire de polices d'assurances nécessaires valides se rapportant à ses domaines d'activités et être en mesure de la présenter à tout moment à EDF ;
- être à jour de ses obligations sociales et fiscales ;
- remettre chaque année à EDF, l'attestation à jour précitée dans les points 1 ou 2 du présent article.

En cas de sous-traitance, l'Entreprise doit :

- faire appel exclusivement pour l'installation du Chauffe-eau thermodynamique à des installateurs qualifiés disposant d'un signe de qualité RGE, valide à la date d'engagement des travaux, sur les domaines concernés et remettre à EDF le certificat qualité correspondant.

3.2 Complément de l'article 4 des CG : formation / information

A l'adhésion, l'Entreprise recevra une formation dispensée par l'animateur filière EDF sur les enjeux énergétiques de la Corse, sur le partenariat EDF/Installateur partenaire Agir Plus d'EDF, et sur le montage des dossiers – permettant le versement de la Prime économies d'énergie. Tous les documents nécessaires au bon fonctionnement du partenariat seront remis à l'Entreprise à la signature de la convention.

L'Entreprise sera formée par EDF à l'utilisation de l'outil de pilotage extranet permettant le dépôt des dossiers pour l'offre Chauffe-Eau Thermodynamique. A l'issue de cette formation, un numéro d'agrément sera remis à l'Entreprise partenaire. L'utilisation de l'outil de pilotage extranet nécessitera un accès à Internet via le navigateur « Mozilla », ainsi qu'un scanner.

3.3 Complément de l'article 5 des CG : démarche commerciale

Mécanisme général de mise en œuvre de l'offre Chauffe-Eau Thermodynamique par les parties :

L'Entreprise s'engage à :

- rappeler le client dans les 48 heures après réception d'une demande de devis.
- présenter et promouvoir auprès de ses clients l'Offre Chauffe-Eau Thermodynamique en assurant une information sur :
 - o les atouts du chauffe-eau thermodynamique,
 - o les Primes économies d'énergie basées sur la prime optimale maximale définie dans le cadre de compensation de la Corse validé par le comité MDE de Corse,
 - o les conditions d'obtention de ces primes,
 - o les critères pour l'obtention de ces primes : critères techniques, paramétrage,
 - o les conditions pour bénéficier de la Prime économies d'énergie et du SAV : non modification de l'installation l'appareil et du paramétrage ;
- remettre à ses clients les documents commerciaux relatifs à l'Offre Chauffe-Eau Thermodynamique : dépliants, supports de communication qui seront transmis par EDF en fonction du type de client : Particulier / Bailleur Social / Professionnel / Collectivités ;
- conseiller ses clients en leur proposant la solution technique la plus adaptée à leur logement ;
- proposer au client un appareil correspondant au cahier des charges fourni par EDF ;
- présenter un devis détaillé à son client en faisant apparaître clairement la Prime économies d'énergie, son montant à déduire, le cas échéant ses modalités de calcul, ainsi que le cadre de contribution si le bénéficiaire est une personne physique ou un syndic de copropriété ;
- faire signer le devis à son client et une attestation sur l'honneur ;
- réaliser les travaux en respectant les conditions de l'article 3.4 des présentes Conditions d'Application puis signer elle-même l'attestation sur l'honneur. La date de signature doit être postérieure à la réalisation des travaux ;
- mettre en service l'installation en respectant les conditions de l'article 3.5 ;
- constituer le dossier client pour obtenir le remboursement des Primes économies d'énergie, dans le respect de l'article 3.7.

Le montage du dossier diffère selon les segments de clientèle, ainsi :

- Pour le segment Bailleurs Sociaux, c'est un chargé d'affaire départemental qui est habilité à constituer les dossiers ;
- Pour le segment Collectivités, c'est un chargé d'affaire communal qui est habilité à constituer les dossiers ;
- Pour le segment Particuliers, c'est l'Entreprise qui constitue les dossiers .

Critères techniques et clients concernés :

Les travaux susceptibles d'être réalisés sont à minima conformes aux exigences des fiches d'opérations standardisées CEE suivantes:

- BAR-TH-148 : Chauffe-eau thermodynamique à accumulation ;

Le détail de ces fiches est disponible sur le site du ministère de la Transition Ecologique et Solidaire.

Les critères techniques sont définis à l'article 2.

L'Entreprise valide avec EDF l'éligibilité de tout nouveau système avant propositions aux clients.

Primes économies d'énergie :

EDF verse une Prime économies d'énergie, soutien public permettant de prendre en charge tout ou partie du surcoût de ce type de matériel. Cette prime pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de Corse en application de la délibération CRE du 17 janvier 2019 intègre et complète la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie en fonction du type de pose et de la catégorie

de client. Chaque prime est à répercuter intégralement par l'Entreprise sur le devis et la facture du client pour toute installation d'un chauffe-eau thermodynamique dans les conditions de l'offre.

En application de la délibération CRE du 17 janvier 2019, le montant des Primes économies d'énergie est basé sur les primes optimales définies dans le cadre de compensation de Corse validé par le comité MDE pour les actions cités dans l'article 1. Le montant est différencié selon le bénéficiaire.

Conditions pour pouvoir bénéficier de la Prime économies d'énergie « bonifiée Particuliers précaires » :

- Résidence principale uniquement
- Maison individuelle ou appartement de plus de 2 ans
- Soumis à conditions de revenus de l'ensemble des personnes habitant le même foyer, telles que définies par l'arrêté du 29 décembre 2014 modifié relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie :

Nombre de personnes composant le ménage	Plafonds de revenus du ménage
1	18 960 €
2	27 729 €
3	33 346 €
4	38 958 €
5	44 592 €
Par personne supplémentaire	+ 5 617 €

Justificatifs à fournir pour l'attribution de la Prime économies d'énergie « bonifiée Particuliers précaires » :

1. Justificatif de ressources et de composition du foyer:

- o Le ou les avis d'imposition ou de non-imposition de chaque foyer fiscal intégré au ménage au titre des revenus de l'année N-1 ou de l'année N-2 par rapport à la date de référence (date d'acceptation du devis); pour les personnes non-imposables, est accepté le document intitulé « Avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu – Valant avis d'impôt » OU l'attestation accompagnant le chèque énergie prévu à l'article L. 124-1 du code de l'énergie, dont l'échéance d'utilisation est postérieure à la date de référence (date d'acceptation du devis) justifiant une situation de grande précarité.
- o La taxe d'habitation

Exemple de dossier avec avis d'imposition comme justificatif de ressources :

- o Devis accepté et signé le 01/02/2019 : N-1 pas disponible ; N-2 = avis d'imposition 2018 sur les revenus de 2017
- o Devis accepté et signé le 03/09/2019 : N-1 = avis d'imposition 2019 sur les revenus de 2018 ; N-2 = avis d'imposition 2018 sur les revenus de 2017

2. Document attestant de la correspondance entre l'adresse des travaux et l'adresse de la résidence principale du foyer éligible à la Prime économies d'énergie « bonifiée Particuliers précaires » :

Trois cas de figure :

- o le bénéficiaire de la Prime économies d'énergie, en situation de précarité, est le propriétaire du logement où sont réalisés les travaux et ce logement est sa résidence principale : l'adresse mentionnée sur les justificatifs de ressources et de composition du foyer doit être la même que l'adresse des travaux ;
- o le bénéficiaire de la Prime économies d'énergie, en situation de précarité, est le locataire du logement où sont réalisés les travaux et ce logement est sa résidence principale: l'adresse mentionnée sur le justificatif de ressources et de composition du foyer doit être la même que l'adresse des travaux ;
- o le bénéficiaire de la Prime économies n'est pas en situation de précarité et le logement où sont réalisés les travaux est occupé par un foyer en situation de précarité en tant que résidence principale : l'adresse des justificatifs de ressource et de composition du foyer est l'adresse des travaux et le bénéficiaire fournit le ou les documents justifiant la concordance entre le bénéficiaire et l'adresse des travaux (1).

(1) Documents complémentaires à fournir pour justifier la concordance entre le bénéficiaire et l'adresse de travaux :

- o titre de propriété ou acte notarié ou permis de construire ou

- certificat d'adressage ou
- taxe foncière

faisant apparaître le nom du bénéficiaire de l'opération
ET

- bail locatif ou certificat d'hébergement à l'adresse des travaux et
- facture EDF à l'adresse des travaux

au nom du ménage en situation de précarité

(2) Documents complémentaires à fournir en cas de déménagement du ménage en situation de précarité dans les trois (3) mois précédant la signature du devis :

- Bail locatif ou acte notarié de propriété à l'adresse des travaux datant de moins de trois (3) mois et
 - Facture EDF à l'adresse des travaux datant de moins de trois (3) mois
- au nom du ménage en situation de précarité

(3) Documents complémentaires à fournir dans le cas où le logement où sont réalisés les travaux deviendra la résidence principale du bénéficiaire, propriétaire ou locataire en situation de précarité, dans le (1) mois suivant la réception des travaux :

- bail locatif ou acte notarié de propriété à l'adresse des travaux datant de moins de moins de trois (3) mois au nom du ménage en situation de précarité et
- attestation sur l'honneur que le logement sera une résidence principale dès réception des travaux signée par le bénéficiaire des travaux

A noter que dans le cas (3) l'Entreprise doit informer le bénéficiaire que celui-ci pourra être contrôlé et que si le statut de résidence principale fait défaut, le bénéficiaire devra rembourser à EDF la somme correspondant à la part bonifiée de la Prime économies d'énergie « Bonifiée Particulier Précaires »

La prime est destinée à l'investisseur (particuliers, entreprises, bailleurs sociaux ou collectivités).

En règle générale, la Prime économies d'énergie du présent Contrat ne s'applique pas aux bâtiments résidentiels, bénéficiant d'une subvention financière de l'ADEME. Néanmoins il peut y avoir des exceptions dans certains cas particuliers. Une convention spécifique avec des niveaux de Primes économies d'énergie adaptées pourra être établie entre EDF et le bénéficiaire.

De même, en règle générale, la Prime économies d'énergie du présent Contrat ne s'applique pas aux bâtiments résidentiels, bénéficiant d'une aide financière de l'ANAH. Néanmoins il peut y avoir des exceptions dans certains cas particuliers. Une convention spécifique avec des niveaux de primes adaptées pourra être établie entre EDF et le bénéficiaire.

- **Pour les clients particuliers**, les primes sont répercutées intégralement par l'Entreprise sur le devis et la facture du client pour tous travaux d'isolation dans les conditions requises. La Prime économies d'énergie, non assujettie à la TVA, doit être déduite sur le devis et la facture du client, pour tous travaux répondant aux conditions de l'offre chauffage performant Bois. Le remboursement de la Prime économies d'énergie se fera directement à l'Entreprise le mois suivant la fin des travaux.
- **Pour les clients entreprises, collectivités et bailleurs sociaux**, en règle générale les primes sont versées directement au bénéficiaire des travaux par EDF et donc les primes ne sont pas répercutées sur le devis et la facture du client. Néanmoins il peut y avoir des exceptions dans certains cas particuliers qui doivent être préalablement validés par EDF.

La prime économies d'énergie ne peut être attribuée qu'une fois pour une installation donnée et elle ne pourra être réattribuée pour un nouvel équipement qu'à l'issue de la période correspondant à la durée de vie du précédent équipement primé :

- Durée de vie pour un CET dans le résidentiel : 17 ans

Dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif, l'Entreprise s'engage à garantir la confidentialité des données à caractère personnel qu'elle serait amenée à connaître dans le cadre de l'exécution de la présente convention. A l'exception de la transmission à EDF notamment au travers des pièces justificatives, l'Entreprise s'engage à ne les divulguer en aucun cas, sous aucune forme, à quiconque.

3.4 Complément de l'article 6 des CG : réalisation des travaux

L'Entreprise s'engage à :

- réaliser l'installation de l'appareil dans les règles de l'art et le respect de la réglementation et du paramétrage préconisé ;
- respecter les délais convenus avec le client et au plus tard réaliser les travaux dans un délai de douze (12) mois suivant la signature du devis. Passé ce délai, EDF ne garantit plus le remboursement de la Prime économies d'énergie ;
- à informer EDF par tous moyens de la date de début des travaux afin d'organiser des visites de contrôle en cours du chantier.

3.5 Complément de l'article 7 des CG : livraison – mise en main – après-vente

L'Entreprise s'engage à :

- tenir EDF informée du déroulement de l'opération, et des réactions éventuelles des utilisateurs quant à leur satisfaction sur l'opération menée et les matériaux posés
- procéder à la réception des travaux en présence du client ;
- livrer l'installation en respectant notamment les points suivants :
 - o régler et mettre en service l'installation, puis procéder à la réception des travaux en présence du client;
 - o expliquer le fonctionnement du système installé ainsi que la manière optimum de l'utiliser afin de garantir le meilleur rendement ;
- assurer au client une garantie minimale de 5 ans pour la cuve (pièces et main d'œuvre) et de 2 ans pour le compresseur (pièces et main d'œuvre) sur le chauffe-eau thermodynamique posé et intervenir sous 48 heures ouvrables en cas de panne.
- assurer, via les filières existantes, la récupération et le traitement conforme des déchets issus de l'activité (fluides frigorigènes, Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques,...) ;
- informer des clients des autres possibilités permettant de faire des économies d'énergie (conseil sur le bâti, éclairage performant, chauffe-eau solaire, etc...) ;
- tenir EDF informée du déroulement de l'opération, et des réactions éventuelles des utilisateurs quant à leur satisfaction sur l'opération menée et les matériaux posés ;
- informer le client du suivi qualité mis en place par EDF à la fin des travaux, à savoir :
 - o un contrôle de fin de travaux ;
 - o une enquête de satisfaction.

3.6 Complément de l'article 8 des CG : Qualité des travaux et suivi de la satisfaction client

Des contrôles sur site concernant au moins 5 % des installations annuelles de l'Entreprise seront réalisés par un auditeur désigné par EDF. Les contrôles seront effectués selon les modalités du cahier des charges validé par le comité MDE de Corse. Ce contrôle sera mis en place en continu par EDF sur la base des informations transmises au fil de l'eau via l'outil extranet. Le contrôle s'appuiera, pour le volet technique, sur les fiches de contrôle des qualifications QUALIPAC, QUALICET ou QUALIBAT 5133 « Installation de Chauffe-eau thermodynamique ».

Dans le cas où les contrôles révéleraient des réserves (au sens des définitions des Conditions Générales), l'Entreprise en sera informée et devra tout mettre en œuvre pour la mise en conformité des installations, dans la semaine suivant la notification des réserves. Des contre-visites pourront être exigées par EDF.

Le remboursement de la Prime économies d'énergie ne sera réalisé qu'après la mise en conformité des installations, sauf dans le cas où une réserve majeure porte sur l'impossibilité de bénéficier de la Prime économies d'énergie pour lequel celle-ci ne sera pas remboursée à l'Entreprise.

En complément des définitions des réserves des Conditions Générales, sont notamment retenues (liste non exhaustive)

- Comme réserves majeures de réalisation:
 - o CET-MAJ-001 : Installation en remplacement d'une chaudière
 - o CET-MAJ-002 : Risque électrique au niveau du branchement
 - o CET-MAJ-003 : Rejet à l'intérieur de la pièce
 - o CET-MAJ-004 : Demande au client de construction d'un abri extérieur
 - o CET-MAJ-005 : Défaut de SAV au-delà de 5 jours ouvrés- sans avis préalable à EDF (fermeture annuelle etc.)
 - o CET-MAJ-006 : CET posé de travers, et chantier non rectifié 2 semaines après le 1er passage du contrôleur

- Comme réserves mineures de réalisation:
 - o CET-MIN-001 : Chantier non soigné
 - o CET-MIN-002 Sous-dimensionnement du ballon thermodynamique
 - o CET-MIN-003 : CET posé de travers. L'Entreprise dispose d'un délai de 2 semaines à compter du constat du contrôleur pour rétablir la pose.
 - o CET-MIN-004 : Distances avec le mur ne respectant les préconisations du constructeur
 - o CET-MIN-005 : Fuite du ballon après intervention
 - o CET-MIN-006 : Réglages ne respectant pas les préconisations
- Comme réserves majeures liées à l'éligibilité de l'opération
 - o MAJ-001 : Travaux effectués dans une résidence ou une extension de moins de deux ans;
 - o MAJ-002 : Dossier finalisé déposé ou sur portail partenaire ou mentionné dans bon de remboursement avant la réalisation du chantier ;
 - o MAJ-003: Concernant les Primes économies d'énergie bonifiées à destination des ménages modestes, soumission d'un dossier pour la pose d'un second appareil dans un logement ayant déjà bénéficié de la Prime économies d'énergie bonifiée sur le même appareil, ou doublon de déduction pour le même type de travaux par la même entreprise ;
 - o MAJ-005 : Chantier réalisé avec du matériel défectueux ;
 - o MAJ-007 : Inadéquation entre matériel mentionné sur devis et/ou facture et matériel posé, le matériel posé étant non conforme aux normes définies ;
- Comme réserves mineures liées à l'éligibilité de l'opération
 - o MIN-001 : Inadéquation entre matériel mentionné sur devis et/ou facture et matériel posé, le matériel posé étant tout de même conforme aux normes définies ;
 - o MIN-002 : Falsification de pièces justificatives : avis d'imposition, facture EDF, taxe d'habitation, acte notarié, bail de location etc...

Si l'installation a été modifiée par le client postérieurement aux travaux, la responsabilité de l'Entreprise ne sera pas engagée.

Le résultat de ce contrôle pourra également conditionner la poursuite par EDF du partenariat avec l'Entreprise.

3.7 Complément de l'article 9 des CG : Transmission de documents : procédure de constitution de dossiers de demande de CEE

Les points suivants ne concernent que les dossiers constitués par l'Entreprise

Constitution des dossiers par l'Entreprise

Pour chaque client particulier, un dossier Chauffe-Eau Thermodynamique complet est composé des éléments comme décrit dans le tableau ci-dessous :

Eléments du dossier Client	
<p>Le devis, conforme à la législation en vigueur mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse des travaux ; - la Prime économies d'énergie suivi de la mention : « soutien public versé par EDF pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de Corse intégrant et complétant la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie » du montant unitaire exprimé en €, et du montant total de la Prime économies d'énergie. - la quantité, la marque et la référence exact du chauffe-eau thermodynamique, - la mise en place d'un chauffe-eau thermodynamique à accumulation et le COP de l'équipement installé explicitement mesuré selon les conditions de la norme EN 16147 <p>les mentions: « bon pour accord » ou « devis accepté le », la date d'engagement et la signature du client obligatoirement manuscrites avec le cachet du client si c'est une personne morale.</p>	☑
<p>Si le chantier fait l'objet d'une sous-traitance :</p> <p><u>*le sous-traitant est connu à la création du devis :</u></p> <p>Ajouter sur le devis : « Le client est informé que les travaux seront sous-traités à l'entreprise xxxxx dont le numéro d'immatriculation est xxxx et la référence RGE est yyyy » (obligatoire pour les clients personnes physiques).</p>	☑

<p><u>*le sous-traitant n'est pas connu à la création du devis mais fait partie d'une liste définie de sous-traitant :</u> Ajouter sur le devis : « Le client est informé que les travaux seront sous-traités à l'une des entreprises mentionnées ci-après » suivi de la liste des entreprises avec leurs numéros d'immatriculation et leur référence RGE (obligatoire pour les clients personnes physiques).</p> <p><u>*le sous-traitant n'est pas connu à la création du devis :</u> Le partenaire ou l'entreprise titulaire du marché fait signer à son client pour acceptation en amont des travaux (au plus tard le jour de la réalisation) un document dans lequel il fait part de son intention de sous-traiter tout ou partie des travaux et précise l'entreprise sous-traitante et ses domaines de qualifications (dont RGE si les travaux l'exigent).</p>	
<p>L'attestation sur l'honneur renseignée et signée par l'Entreprise et le client. La date d'engagement de l'opération est la date d'acceptation de réalisation de l'opération (ex : date d'acceptation du devis ou du bon de commande). La date de signature de l'Entreprise est postérieure à la réalisation des travaux. Attention ce document équivaut à un CERFA et ne doit en aucun cas être modifié. Dans le cas du versement de la Prime économies d'énergie « coup de pouce » on utilisera les modèles d'Attestation sur l'honneur avec les compléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - R1 si le bénéficiaire des travaux et l'occupant du logement où est posé le chauffe-eau thermodynamique sont les mêmes - R2 si le bénéficiaire des travaux et l'occupant du logement où est posé le chauffe-eau thermodynamique sont différents (locataire par exemple) - BS si le bénéficiaire des travaux est un bailleur social 	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>La facture client conforme à la législation en vigueur qui fait clairement apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse des travaux ; - La Prime économies d'énergie ou la Prime économies d'énergie coup de pouce si elle est justifiée, suivi de la mention « soutien public versé par EDF pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de Corse intégrant et complétant la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie » du montant unitaire exprimé en €, et du montant total de la Prime économies d'énergie. - la quantité, la marque et la référence exact du chauffe-eau thermodynamique, la mise en place d'un chauffe-eau thermodynamique à accumulation et le COP de l'équipement installé explicitement mesuré selon les conditions de la norme EN 16147 	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>Pour les personnes physiques et les syndicats de copropriété, le cadre de contribution indirecte du bénéficiaire dûment signé, tamponné, et complété par l'Entreprise.</p>	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>Une copie de la facture EDF du client de moins d'un an</p>	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>Si le client bénéficie de la Prime économies d'énergies « bonifiée particuliers précaires », l'Entreprise transmet le justificatif de ressource et si nécessaire un document complémentaire qui prouve la concordance entre le bénéficiaire et l'adresse de pose (cf cas de figure article 3.3)</p>	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>Dans le cas où la pose est sous traitée, l'attestation RGE chauffe-eau thermodynamique du poseur, à jour à la date d'engagement des travaux.</p>	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>La fiche technique du matériel installé faisant apparaître : Marque et référence, COP strictement supérieur à 2.40, Norme EN 16147, Marque NF PERFORMANCE</p>	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>Pièces attestant de la bonne réalisation des travaux</p> <ul style="list-style-type: none"> - Photo de l'appareil installé avec numéro de série visible - Photo du chantier à la livraison - Photo des réglages à la livraison 	<input checked="" type="checkbox"/>

Transmission des dossiers à EDF par l'Entreprise

Les dossiers Chauffe-eau thermodynamique sont à transmettre par l'Entreprise à EDF via l'outil de pilotage extranet dédié et sécurisé au plus tard dans les trente (30) jours suivant la date de fin des travaux. Passé ce délai, la Prime économies d'énergie correspondante ne pourra plus être réclamée par l'Entreprise à EDF.

L'Entreprise devra y saisir ses affaires, scanner les dossiers d'une taille unitaire maximale de **1 Mo**, constituer ses bons de remboursement et suivre l'état d'avancement de ses remboursements.

Tout dossier incomplet, comportant des ratures ou modifications apparentes, ou présentant des non-conformités par rapport aux attentes ne sera pas accepté et n'ouvrira donc pas droit à remboursement. Une demande de complément ou de correction sera alors demandée par EDF.

Les dossiers non conformes feront l'objet d'une demande de complément ou de correction transmise à l'Entreprise par EDF via mail indiquant la (les) non-conformité(s) à corriger sous un délai de dix (10) jours ouvrés.

L'Entreprise s'engage à monter des dossiers de qualité. Ainsi, EDF se réserve le droit de refuser de valider tout dossier ayant été déjà refusé trois (3) fois pour causes de pièces incomplètes ou invalides.

EDF s'engage à valider chaque dossier dans un dossier de trente (30) jours suivant la réception de l'ensemble des pièces conformes.

Modalité de remboursement des Primes économies d'énergie.

L'Entreprise établit une facture mensuelle récapitulative des Primes économies d'énergie avancées correspondante aux dossiers Chauffe-eau thermodynamique complets déposés et validés par EDF, qu'il doit scanner et déposer avant le cinq (5) du mois M+1 sur le portail extranet partenaire.

La facture devra :

- Porter précisément et exclusivement sur les dossiers validés,
- Mentionner le numéro du Bon de Remboursement affecté lors de chaque saisie dans le portail extranet partenaire.
- Faire apparaître distinctement la Prime économies d'énergie. La Prime économies d'énergie, en tant qu'aide à l'acquisition d'équipement permettant des économies d'énergies n'est pas soumise à TVA.
- Mentionner toute taxe additionnelle.

Au regard du suivi comptable mis en place par EDF, une régularité de la facturation de l'Entreprise est indispensable.

Dans tous les cas, le paiement effectif des Primes économies d'énergie et par conséquent le maintien du partenariat sera conditionné par les résultats des contrôles comme définis à l'article 8 des Conditions générales.

La dépense afférente est mandatée et liquidée par EDF qui engage le paiement à trente (30) jours à date de réception de facture par virement bancaire sur le compte de l'Entreprise :

Code Banque : Code Guichet : N° du Compte : Nom de la Banque : Adresse de la banque :	Clé RIB :
---	-----------

L'Entreprise transmet, via l'outil extranet, chaque mois, l'original de la facture récapitulative des Primes économies d'énergie du mois précédent, adressé à :

Pour les Partenaires de Corse du Sud :

EDF Corse – Mission MDE – Offre Chauffe-Eau Thermodynamique– 2, Avenue Impératrice Eugénie – 20174 AJACCIO Cedex

Pour les partenaires de Haute-Corse :

EDF Corse – Mission MDE – Offre Chauffe-Eau Thermodynamique– Rue Marcel PAUL – 20407 BASTIA CEDEX

Elle devra signaler à son interlocuteur EDF toute modification de SIRET afin de mettre à jour le système de comptabilité et ainsi garantir le paiement des primes.

Important :

Dans le cadre de ses relations commerciales permanentes avec les consommateurs d'électricité, EDF est susceptible de passer des contrats de partenariat en faveur de l'efficacité énergétique directement avec ses **clients**. Ces conventions peuvent également inclure le versement des Primes économies d'énergie.

Il est entendu que les travaux faisant déjà l'objet de versement de Primes économies d'énergie au travers d'un contrat de partenariat en faveur de l'efficacité énergétique passée entre EDF et le client ne peuvent être repris et intégrés par l'Entreprise dans le cadre du contrat « Installateur partenaire Agir Plus d'EDF ».

Afin d'éviter ce risque de double comptage, l'Entreprise doit vérifier auprès de son client que celui-ci n'a pas déjà signé un contrat de partenariat en faveur de l'efficacité énergétique avec EDF portant sur le versement de Prime économies d'énergie pour les travaux concernés.

3.8 Complément de l'article 10 des CG : Autorisation d'utilisation de la marque EDF

EDF est propriétaire de tous les supports, logotypes (charte « Installateur Partenaire Agir Plus d'EDF » et supports publicitaires), slogans des campagnes de communication liées à l'opération et pourra à la demande de l'Entreprise l'autoriser à utiliser ces supports pour des opérations commerciales ou des communications conformes au Contrat « Installateur Partenaire Agir plus d'EDF » (insertion du logo de l'Offre sur papier à en-tête, devis, marquage sur véhicule, etc.)

Dans tous les cas de figure, toute utilisation par l'Entreprise des supports après une demande écrite adressée à EDF devra faire l'objet d'un accord écrit par EDF.

3.9 Complément de l'article 15 des CG : Suspension et résiliation du contrat

Cinq (5) réserves mineures sont équivalentes à une réserve majeure

Pour les réserves majeures,

- La **première** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée de un (1) mois ;
- La **deuxième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée de trois (3) mois ;
- La **troisième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée de six (6) mois
- La **quatrième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée d'un (1) an ;

Toute réserve relevant d'une fraude manifeste entrainera la résiliation du contrat de partenariat